

SITUATION DES CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR - NOVEMBRE 2021 -

La situation des charges et ressources du Trésor (SCRT) est le document statistique qui présente, au nom du Ministère de l'Economie et des Finances, les résultats de l'exécution des prévisions de la loi de finances avec une comparaison par rapport aux réalisations de la même période de l'année précédente. Pour rappel, alors que la situation produite par la TGR a un caractère fondamentalement comptable, la SCRT appréhende, comme le préconisent les normes internationales en matière de statistiques des finances publiques, les transactions économiques réalisées au cours d'une période budgétaire en décrivant, en termes de flux, les recettes ordinaires, les dépenses ordinaires, les dépenses d'investissement, le déficit budgétaire, le besoin de financement et les financements mobilisés pour la couverture de ce besoin.

La situation des charges et ressources du Trésor à fin novembre 2021 fait ressortir un déficit budgétaire de 63,4 MM.DH, contre un déficit de 59,7 MM.DH un an auparavant.

Cette évolution devrait être analysée en tenant compte :

- d'un effet de base lié à l'impact sur les recettes fiscales de l'arrêt brutal de l'activité en 2020 ;
- de l'excédent de 8,3 MM.DH enregistré à fin novembre 2020 au titre du Fonds spécial pour la gestion de la pandémie Covid-19 ;
- du redressement de l'activité économique observé durant l'année en cours, en relation notamment avec les progrès accomplis en termes de vaccination, le raffermissement de la demande intérieure ainsi que la bonne campagne agricole ;
- du renchérissement des cours internationaux des produits énergétiques, notamment le gaz butane.

RECETTES

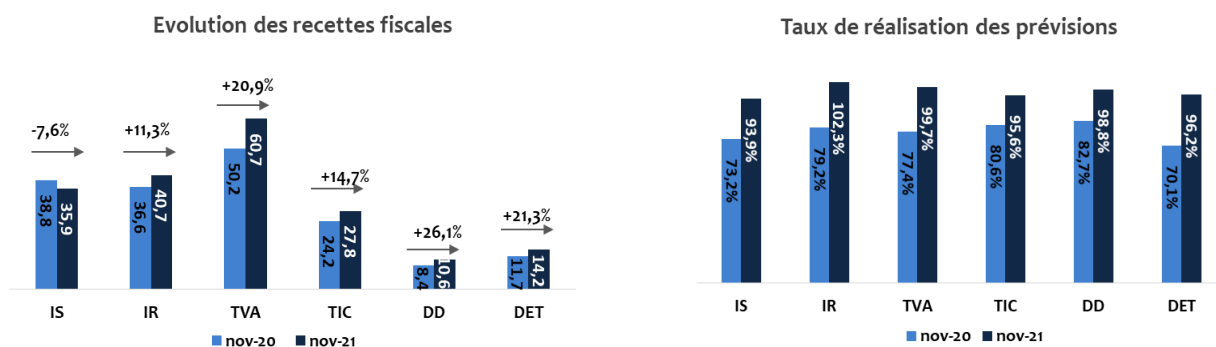
Poursuite du bon comportement des recettes fiscales ...

Les recettes ont enregistré, sur une base nette des remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux, une hausse de près de 25,1 MM.DH, comparativement à fin novembre 2020, et un taux de réalisation de 93,3% par rapport aux prévisions de la loi de finances (LF).

Les recettes fiscales ont poursuivi leur amélioration, à l'exception de l'IS qui a reculé de 2,9 MM.DH ou 7,6% en relation notamment avec la baisse de l'activité en 2020. Globalement, les recettes fiscales se sont inscrites en hausse de 18 MM.DH ou 10,4%, enregistrant ainsi un taux de réalisation de 97,9%. Cette augmentation est de 21,8 MM.DH ou 12,6% si l'on tient compte de la contribution de solidarité affectée, en 2021, au Fonds d'appui à la protection sociale et à la cohésion sociale. Les remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux ont pour leur part atteint un montant de 7,6 MM.DH, soit quasiment le même niveau qu'à fin novembre 2020.

Par nature d'impôt et de taxe, les principales évolutions ayant caractérisé le comportement des recettes fiscales se présentent comme suit :

- Progression de l'IR de 4,1 MM.DH ou 11,3%, suite notamment à l'augmentation des recettes générées par l'IR sur salaires (+1,5 MM.DH) et sur les profits fonciers (+956 M.DH), conjuguée à l'effet du contrôle fiscal (+1,3 MM.DH) et des deux opérations de régularisation spontanée de la situation fiscale du contribuable (+836 M.DH) ;
- Hausse des recettes de la TVA à l'intérieur de 2,9 MM.DH ou 15,1%, suite à la poursuite du redressement de la consommation des ménages ;
- Augmentation notable de la TVA à l'importation de 7,6 MM.DH ou 24,6%, des taxes intérieures de consommation de 3,6 MM.DH ou 14,7% et des droits de douane de 2,2 MM.DH ou 26,1%, en liaison respectivement avec la progression des importations (+22,9% à fin octobre) et des mises à la consommation ;
- Amélioration des recettes au titre des droits d'enregistrement et de timbre de près de 2,5 MM.DH ou 21,3%, dans le sillage notamment de la reprise de la demande adressée au secteur de l'immobilier et de l'augmentation des crédits à l'habitat.



...et hausse des recettes non fiscales

S'agissant des recettes non fiscales, elles se sont établies à 26,1 MM.DH contre 19,7 MM.DH à fin novembre 2020, soit une hausse de 6,5 MM.DH. Ces recettes proviennent à hauteur de 9,8 MM.DH des produits versés par les établissements et entreprises publics, notamment l'OCP (4,1 MM.DH) et l'Agence nationale de la conservation foncière, du cadastre et de la cartographie (3 MM.DH). Les recettes de cessions de participations de l'Etat ont contribué, quant à elles, pour un montant de 5,4 MM.DH suite à la cession de 35% du capital de Marsa Maroc (5,3 MM.DH) et de la totalité de la participation dans le capital de la société « Foncière Université Internationale de Rabat » (110 M.DH). Pour leur part, les « autres recettes » se sont situées à 10,9 MM.DH, dont 5,6 MM.DH au titre des produits issus des budgets ministériels et 3,3 MM.DH relatives aux recettes issues des mécanismes innovants.

DEPENSES

Augmentation des dépenses ...

L'exécution des dépenses ordinaires fait ressortir une augmentation de 17,5 MM.DH ou 8,3% et un taux d'exécution de 92,2%.

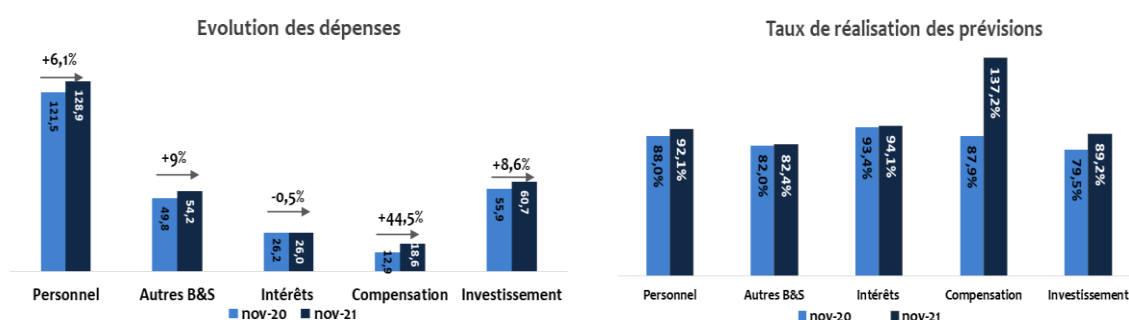
Cette évolution par rapport à fin novembre 2020 s'explique principalement par la hausse des dépenses de biens et services de près de 11,9 MM.DH, attribuable à hauteur de 7,4 MM.DH aux dépenses de personnel, notamment sous l'effet des rappels et des mesures de la 3^{ème} tranche de l'augmentation des salaires décidée en 2019 dans le cadre du dialogue social, et à hauteur de près de 4,5 MM.DH aux « autres biens et services ».

La charge de la compensation a augmenté, quant à elle, de 5,7 MM.DH en liaison notamment avec la hausse du cours du gaz butane qui a atteint une moyenne de 626,9 \$/T contre près de 367,6 \$/T un an auparavant.

Les intérêts de la dette ont connu une légère baisse de 124 M.DH par rapport à fin novembre 2020, se situant à 26 MM.DH, recouvrant un recul de ceux afférents à la dette intérieure (-267 M.DH) contre une augmentation de ceux de la dette extérieure (+144 M.DH).

Ces évolutions des recettes et des dépenses ordinaires se sont traduites par un solde ordinaire négatif de 6,8 MM.DH contre -14,4 MM.DH à fin novembre 2020, soit une amélioration de 7,6 MM.DH.

En ce qui concerne les dépenses d'investissement, elles ont progressé de 4,8 MM.DH, les émissions ayant atteint 60,8 MM.DH, contre 55,9 MM.DH un an auparavant. Comparativement aux prévisions de la LF 2021, leur taux de réalisation s'est chiffré à 89,2%.



COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

Un solde excédentaire des comptes spéciaux du Trésor ...

Les comptes spéciaux du Trésor ont dégagé un solde excédentaire de près de 4,2 MM.DH contre 10,6 MM.DH à fin novembre 2020.

A noter que les ressources des comptes spéciaux du Trésor tiennent compte d'un montant de 3,8 MM.DH correspondant au produit de la contribution sociale de solidarité sur les bénéfiques et les revenus, affecté au Fonds d'appui à la protection sociale et à la cohésion sociale en vertu de la LF 2021.

FINANCEMENT

Un besoin de financement couvert principalement par recours au marché domestique ...

Compte tenu de ces évolutions et d'une réduction des opérations en instance de 12,1 MM.DH, la situation des charges et ressources du Trésor dégage un besoin de financement de l'ordre de 75,5 MM.DH.

Ce besoin a été couvert principalement par le recours au marché de la dette intérieure et la mobilisation de financements extérieurs pour des flux nets respectifs de 41,3 MM.DH et 6,1 MM.DH, ainsi que par la hausse des dépôts au Trésor de 12,3 MM.DH et du flux net des placements sur le marché monétaire (+3,7 MM.DH)

Le flux de l'endettement intérieur recouvre des souscriptions pour un montant de 141,9 MM.DH, contre 147,7 MM.DH au titre de la même période de 2020, et des remboursements en principal pour 100,6 MM.DH, contre 89,1 MM.DH. Celui de l'endettement extérieur recouvre des tirages de l'ordre de 15,6 MM.DH, contre 32,5 MM.DH à fin novembre 2020, et des amortissements de 9,5 MM.DH contre 19,2 MM.DH un an auparavant.

SITUATION PROVISOIRE DES CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR
(Recettes nettes et hors TVA des Collectivités territoriales)

En M.DH

	Novembre	Loi de finances	Novembre	Novembre 2021 / Novembre 2020		Taux de réalisation
	2020	2021	2021	en %	en valeur	en %
I - RECETTES ORDINAIRES	195 853	236 907	220 931	12,8%	25 078	93,3%
RECETTES ORDINAIRES (hors Cession de participations de l'Etat)	195 853	232 907	215 515	10,0%	19 662	92,5%
Recettes fiscales	173 390	195 578	191 411	10,4%	18 021	97,9%
- Impôts directs	78 809	80 112	78 072	-0,9%	-737	97,5%
- Impôts indirects	74 463	89 970	88 531	18,9%	14 068	98,4%
- Droits de douane	8 443	10 768	10 644	26,1%	2 200	98,8%
- Enregistrement et timbre	11 674	14 729	14 164	21,3%	2 490	96,2%
Recettes non fiscales	19 652	38 029	26 128	33,0%	6 477	68,7%
- Recettes en provenance des établissements et entreprises publics	8 486	17 118	9 784	15,3%	1 298	57,2%
- Autres recettes	11 166	16 912	10 928	-2,1%	-237	64,6%
- Cession de participations de l'Etat	0	4 000	5 416	-	5 416	-
Recettes de certains CST	2 812	3 300	3 392	20,6%	580	102,8%
- Fonds de soutien des prix	230	600	227	-	-3	37,8%
- Fonds spécial routier	2 582	2 700	3 165	22,6%	583	117,2%
II - DEPENSES GLOBALES y compris SEGMA et CST	255 577	308 038	284 287	11,2%	28 710	92,3%
DEPENSES ORDINAIRES	210 252	246 938	227 733	8,3%	17 482	92,2%
Biens et services	171 228	205 710	183 108	6,9%	11 880	89,0%
Personnel (1)	121 461	139 860	128 864	6,1%	7 403	92,1%
Autres biens et services	49 767	65 850	54 244	9,0%	4 477	82,4%
Dettes publiques (2)	26 158	27 678	26 035	-0,5%	-124	94,1%
Intérieure	22 549	23 560	22 282	-1,2%	-267	94,6%
Extérieure	3 609	4 118	3 753	4,0%	144	91,1%
Compensation (3)	12 865	13 550	18 590	44,5%	5 725	137,2%
SOLDE ORDINAIRE	-14 399	-10 031	-6 802	-52,8%	7 596	67,8%
INVESTISSEMENT	55 935	68 100	60 750	8,6%	4 815	89,2%
dont Fonds spécial routier	1 397	2 700	2 594			96,1%
SOLDE DES CST (4)	10 609	7 000	4 196	-60,4%	-6 413	59,9%
DEFICIT/EXCEDENT GLOBAL	-59 724	-71 131	-63 356	6,1%	-3 632	89,1%
VARIATION DES OPERATIONS EN INSTANCE	-1 357		-12 127		-10 770	
BESOIN/EXCEDENT DE FINANCEMENT	-61 081	-71 131	-75 483	23,6%	-14 402	106,1%
FINANCEMENT INTERIEUR	47 710	36 780	69 407		21 698	188,7%
Endettement intérieur	58 537		41 342		-17 195	
Autres opérations	-10 827		28 066		38 893	
FINANCEMENT EXTERIEUR	13 372	34 351	6 076		-7 296	17,7%
Tirages	32 522	41 000	15 589		-16 933	38,0%
Amortissements	-19 150	-6 649	-9 513		9 638	143,1%

(1) Y compris les charges sociales au titre de la part patronale, classées auparavant au niveau des "Autres biens et services".

(2) Les intérêts au titre de la dette intérieure sont présentés nets des recettes en atténuation des dépenses de la dette.

(3) Il s'agit des charges dues et non des paiements.

(4) Les dons CCG ont été reclassés parmi les recettes non fiscales.

DETAIL DES RECETTES ORDINAIRES

En M.DH

	Novembre	Loi de finances	Novembre	Novembre 2021 / Novembre 2020		Taux de réalisation
	2020	2021	2021	en %	en valeur	en %
RECETTES FISCALES	173 390	195 578	191 411	10,4%	18 021	97,9%
Impôts directs	78 809	80 112	78 072	-0,9%	-737	97,5%
Taxe professionnelle	248	69	142	-42,7%	-106	207,0%
Impôt sur les sociétés (I.S)	38 835	38 236	35 899	-7,6%	-2 936	93,9%
Impôt sur le revenu (I.R)	36 574	39 797	40 717	11,3%	4 143	102,3%
Contribution de solidarité sur les bénéfices	2 146	0	97	-95,5%	-2 049	-
Taxe urbaine/d'habitation	24	34	18	-25,0%	-6	52,9%
Majorations	961	1 924	1 174	22,2%	213	61,0%
Autres impôts directs	21	52	25	19,0%	4	48,1%
Impôts indirects	74 463	89 970	88 531	18,9%	14 068	98,4%
Taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A)	50 245	60 907	60 749	20,9%	10 504	99,7%
(Intérieure)	19 516	24 714	22 465	15,1%	2 949	90,9%
(Importation)	30 729	36 193	38 284	24,6%	7 555	105,8%
Taxe intérieure de consommation (T.I.C)	24 219	29 063	27 783	14,7%	3 564	95,6%
(Tabacs)	9 789	11 211	10 937	11,7%	1 148	97,6%
(Produits énergétiques)	12 754	15 926	14 719	15,4%	1 965	92,4%
(Autres)	1 676	1 926	2 127	26,9%	451	110,4%
Droits de douane (D.D)	8 443	10 768	10 644	26,1%	2 200	98,8%
Enregistrement et timbre (D.E.T)	11 674	14 729	14 164	21,3%	2 490	96,2%
RECETTES NON FISCALES	19 652	38 029	26 128	33,0%	6 477	68,7%
- Recettes en provenance des établissements et entreprises publics	8 486	17 118	9 784	15,3%	1 298	57,2%
- Autres recettes	11 166	16 912	10 928	-2,1%	-237	64,6%
- Cession de participations de l'Etat	0	4 000	5 416	-	5 416	-
Recettes de certains CST	2 812	3 300	3 392	20,6%	580	102,8%
Fonds de soutien des prix	230	600	227	-	-3	37,8%
Fonds spécial routier	2 582	2 700	3 165	22,6%	583	117,2%
RECETTES ORDINAIRES	195 853	236 907	220 931	12,8%	25 078	93,3%
RECETTES ORDINAIRES (Hors Cession de participations de l'Etat)	195 853	232 907	215 515	10,0%	19 662	92,5%